

Une Union européenne plus forte et autonome pour défendre un monde plus équitable - Discours du président Charles Michel à l'Assemblée générale des Nations Unies

Je m'adresse à vous aujourd'hui au nom de l'Union européenne. Une Union fondée, comme les Nations unies, sur la coopération pacifique, les droits humains, et les libertés fondamentales. Nous sommes donc un soutien indéfectible des Nations unies, ainsi que des organisations internationales auxquelles nous joignons nos forces pour le progrès humain.

C'est ce que nous faisons auprès de l'Organisation mondiale de la Santé pour vaincre le Covid-19. Comme le monde entier, l'Europe a été durement touchée par la pandémie. Dans l'Union européenne, plus de 142.000 personnes y ont perdu la vie. Et je salue ici leur mémoire, comme celle de toutes les victimes mondiales du Covid-19. Je rends aussi hommage aux professionnels de santé dont le dévouement permet de préserver le tissu de nos sociétés.

La crise causée par la pandémie est sans précédent. Elle a exacerbé les faiblesses de pays, de régions ou de populations fragiles. Elle a aussi révélé les fragilités de pays qui se croyaient forts. Elle nous a projetés dans une même bataille soudaine, contre un même ennemi commun.

L'Union européenne, pour sa part, a été à la tête de la coopération internationale qui a permis de lever près de 16 milliards d'euros pour financer la recherche et le déploiement de vaccins, tests et traitements contre le Covid-19. Et nous sommes mobilisés, aux côtés de tous les acteurs impliqués, pour que ces vaccins et traitements soient universellement accessibles et abordables.

Chaque nation et chaque dirigeant ont le devoir de réfléchir à la meilleure manière de contribuer à l'objectif commun. Ceci est vrai dans la lutte contre la crise actuelle, comme dans tous les défis mondiaux. Kofi Annan disait: *"Pour devenir un bon citoyen, commence dans ta propre communauté!"*. C'est dans cet ordre d'idées que je veux vous expliquer pourquoi l'Union européenne a entrepris de devenir plus forte, stratégiquement autonome dans le cadre d'une économie ouverte. Plus forte pas seulement pour elle-même. Mais aussi pour mieux contribuer à un monde meilleur. La crise a rendu cet objectif encore plus essentiel. Elle a réveillé une nouvelle responsabilité collective, celle de "reconstruire en mieux, et en plus vert".

Avant la crise, l'Europe s'était déjà engagée sur la voie de transformations fondamentales. Par exemple en décidant de devenir en 2050 le premier continent neutre sur le plan carbone. Ou encore, en se dotant d'un agenda digital ambitieux, dans le respect de nos valeurs fondamentales.

Cette pandémie, elle a décuplé notre volonté de transformer nos économies et nos sociétés. D'emblée et en urgence, 540 milliards d'euros ont été mobilisés. Ensuite, le Conseil européen a décidé en juillet de dégager des moyens financiers ambitieux et sans précédents: plus de 1.800 milliards d'euros pour les prochaines années, dont 750 milliards qui proviendront d'une émission, inédite par sa nature et par sa taille, d'obligations de l'Union européenne. Avec cette décision historique, nous nous sommes montrés rassemblés, unis, forts, pour mieux assumer nos responsabilités.

La responsabilité, elle commence d'ailleurs par voir les choses comme elles sont, et non comme on voudrait qu'elles soient. Dans le monde d'aujourd'hui, l'abus de la force, militaire mais aussi économique, évince trop souvent l'argumentation et la négociation. Le respect des traités, principe de base du droit international, en vient même à être considéré comme optionnel. Même par ceux qui en étaient il y a peu encore les garants historiques. Tout cela au nom d'intérêts partisans.

Plus que jamais, l'Union européenne défend le monde fondé sur des règles et la coopération internationale fondée sur les valeurs universelles. L'Union européenne veut être plus forte, plus autonome, plus ferme, pour défendre un monde plus équitable. Et c'est dans cet esprit que nous sommes, par exemple, à l'avant-garde de la mise en œuvre des accords de Paris. Et que les objectifs de l'Agenda 2030 sont déjà intégrés dans notre système de gouvernance économique.

Ces valeurs et ce modèle ouvert, désormais, nous les développons davantage conscients de notre force, avec davantage de réalisme, et peut-être moins de naïveté. Nous avons foi dans les vertus d'économies libres et ouvertes, jamais dans le

protectionnisme. Mais l'accès à notre grand marché - la deuxième zone économique du monde, et la première en matière de commerce international - ne sera plus bradé. Nous ferons désormais mieux respecter les conditions équitables de marché, qui sera ouvert à ceux qui en respecteront les standards. Qu'ils quittent notre Union, ou qu'ils veuillent s'en rapprocher.

L'Union européenne est aussi attachée à faire progresser l'équité fiscale, de manière générale, et en particulier dans le secteur numérique. Des activités importantes réalisées dans ce domaine ne peuvent plus échapper à une taxation juste. L'Union européenne est engagée, aux côtés de l'OCDE et du G20, dans la coopération internationale pour corriger cette injustice.

L'Union européenne est un acteur de paix et de progrès, qui veut mobiliser son influence et sa force pour rendre les autres plus robustes aussi.

Ainsi, nous soutenons les six partenaires des Balkans occidentaux dans leur transformation et leur intégration. Nous avons réaffirmé la perspective européenne. Et nous venons de décider d'ouvrir les négociations d'adhésion avec deux pays de plus parmi eux: l'Albanie et la République de Macédoine du Nord.

Au travers du Partenariat oriental, nous développons nos relations avec six pays de notre voisinage, en vue notamment d'y fortifier les institutions et l'État de droit. Au Belarus, la dernière élection présidentielle a été falsifiée. Nous n'en acceptons pas les résultats. Et nous condamnons la répression violente de l'opposition et des manifestations pacifiques. La répression et les intimidations doivent cesser, et tous ceux qui en sont responsables doivent rendre des comptes, et être sanctionnés. Nous sommes au côté du peuple biélorusse qui doit être libre, sans la moindre contrainte extérieure, de choisir son propre avenir. Le dialogue national inclusif, avec le soutien de l'OSCE, est le seul chemin réaliste.

Lutter contre l'impunité, c'est aussi exiger une enquête indépendante et crédible lorsque l'opposant russe Navalny est victime d'une tentative d'assassinat à l'arme chimique.

L'Union européenne, elle est aussi au côté du peuple vénézuélien. C'est pourquoi nous travaillons avec le Groupe international de contact en vue d'une solution pacifique et négociée qui doit inclure des élections libres, crédibles et honnêtes.

La relation entre l'Europe et l'Afrique sera, j'en suis sûr, la colonne vertébrale d'un monde plus juste et plus solide. Ensemble, nous représentons dans cette Assemblée quelque 80 nations et 1 milliard 700 millions de citoyens, dont la grande majorité comptent parmi les plus jeunes de la planète. Nos deux continents n'ont jamais été à ce point interdépendants, pour le meilleur et pour le pire. Le reconnaître, ce n'est ni faire preuve d'un Afro-pessimisme stérile, et encore moins d'un Afro-optimisme naïf. C'est reconnaître que cette interdépendance nous oblige. C'est reconnaître qu'une Europe forte a besoin d'une Afrique forte, et inversement. Le potentiel est gigantesque. Investir, innover, développer les infrastructures, favoriser l'éducation, soutenir les systèmes de santé: c'est la clé pour nouer un partenariat dans l'intérêt mutuel. Et laissons-nous inspirer par la puissance du concept africain d'Ubuntu, ce mode de pensée selon lequel "mon humanité est inextricablement liée à la tienne, nos destins sont liés, nos actes individuels ne réussissent que s'ils ont du sens pour l'intérêt collectif". Ce principe d'Ubuntu, c'est aussi la raison de l'appel, que je lance encore, à régler la question des dettes des pays les plus pauvres dans un esprit de solidarité qui doit aussi prendre en compte les effets de la pandémie.

L'Union européenne est préoccupée par les tensions en Méditerranée orientale. Les actions unilatérales et les infractions au droit international doivent absolument cesser. Avec nos États membres, nous engageons d'ailleurs d'intenses efforts diplomatiques pour désamorcer les tensions et privilégier le dialogue. Dans cet esprit, j'ai proposé l'organisation d'une conférence multilatérale sur la Méditerranée orientale, en lien avec l'ONU. De nombreux acteurs déjà ont répondu positivement. Et sont prêts à discuter des modalités, de l'ordre du jour et du calendrier. Les délimitations maritimes, la sécurité, les questions énergétiques, la migration sont quelques-uns des sujets qui devraient, je le crois, y être abordés.

Notre logique c'est aussi d'appuyer les efforts des Nations unies, et le cas échéant des organisations régionales, notamment en Libye et en Syrie.

L'accord sur le nucléaire avec l'Iran reste un élément clé dans un contexte global de non-prolifération et de sécurité régionale. Préserver cet accord est essentiel et toutes les parties doivent continuer de souscrire à sa pleine mise en œuvre. Cet accord sur le nucléaire endossé par le Conseil de sécurité de l'ONU par la résolution 2231 reste en vigueur. Et il ne fait aucun doute pour nous que les sanctions sur le nucléaire levées lors de la conclusion du Plan d'action global commun restent bien levées. Tout en soutenant fermement la sauvegarde de l'accord avec l'Iran, nous continuerons par ailleurs à évoquer nos différentes préoccupations, qu'il s'agisse de la situation domestique ou régionale.

Nous saluons aussi le début des négociations intra-afghanes, et soutiendrons toute paix durable.

Dans une région tourmentée, la question de la paix entre Palestiniens et Israéliens plus que jamais reste d'actualité. Nous nous devons de continuer à soutenir les aspirations légitimes des deux parties. Et nous restons fermement attachés à la solution à deux États. Nous ne ménagerons pas nos efforts avec nos partenaires internationaux, notamment le Quartet, pour faciliter le retour des Israéliens et des Palestiniens à la table des négociations, afin de trouver une solution négociée conforme aux paramètres internationalement convenus. Car notre attachement au droit international et aux résolutions de l'ONU est sans faille. En même

temps, nous saluons le rapprochement d'Israël avec des pays de la région, qui constitue un développement positif pour la paix et la stabilité au Moyen-Orient.

Depuis que j'ai accédé à la fonction de Président du Conseil européen, on me pose souvent une question à la fois simple et brutale: "Dans la nouvelle rivalité entre les États-Unis et la Chine, de quel côté se situe l'Union européenne?" Ma réponse est la suivante...

Nous sommes profondément liés avec les États-Unis. Nous partageons des idéaux, des valeurs et une affection réciproque renforcés dans les épreuves de l'histoire. Ils restent incarnés aujourd'hui dans une alliance transatlantique vitale. Cela ne nous empêche pas d'avoir occasionnellement des approches ou des intérêts divergents.

Nous ne partageons pas les valeurs sur lesquelles s'appuie le système politique et économique en Chine. Mais nous ne cesserons de promouvoir le respect des droits humains universels. Y compris ceux des minorités comme les Ouïgours. Ou à Hong Kong où les engagements internationaux qui garantissaient l'état de droit et la démocratie sont remis en question.

Nous commerçons, et nous sommes partenaires de la Chine face à des défis mondiaux tels que le réchauffement climatique. Mais nous sommes décidés à rééquilibrer cette relation vers plus de réciprocité et de concurrence loyale. Un esprit que nous cultivons par ailleurs avec l'ASEAN, avec laquelle nous continuerons à approfondir nos relations.

Nous sommes du côté des valeurs fondamentales de démocratie, de droits humains, d'état de droit et de coopération. Et c'est avec cette boussole inaltérable que nous poursuivons ses intérêts. L'Union européenne est une force autonome, maîtresse de son destin.

Enfin, je veux réaffirmer au nom de l'Union européenne cette conviction essentielle: il ne peut y avoir de progrès, sans que progressent l'autonomie et la capacité d'agir des femmes. Les discriminations à leur égard restent l'un des obstacles majeurs au développement. Il faut le combattre sans relâche. L'égalité entre les hommes et les femmes, de même que la protection des diversités, notamment sexuelles, restent l'un des défis majeurs de notre temps.

L'Union européenne continuera à être un moteur du multilatéralisme et de l'ordre international fondé sur des règles. Notre soutien à l'ONU reste inébranlable, et nous continuerons d'appuyer la mise en œuvre des réformes de son Secrétaire général. Car nous avons besoin d'un système multilatéral renforcé et efficace. Cela demande une ONU encore plus forte, pour produire des résultats qui font avancer la paix dans le monde. L'Europe, plus forte et plus ferme, sera à vos côtés pour rendre le monde meilleur et plus juste. Je vous remercie.

Press office - General Secretariat of the Council

Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUSSELS - Tel.: +32 (0)2 281 6319

press@consilium.europa.eu - www.consilium.europa.eu/press